

La Vie Internationale

Le Problématique de Berlin

La conférence de Berlin qui s'ouvrira le 25 janvier est l'objet de toutes sortes de spéculations plus ou moins autorisées. Chacun l'imagine dans le sens de ses propres désirs : négative à Washington et autant qu'il se peut limitée à trois ou quatre semaines ; positive, décisive même dans les milieux neutralistes français. A Londres on ne sait trop ce que cache un certain optimisme officiel ; les uns croient que les conversations Malik-Churchill ont abouti à la préparation d'un plan, que nous relatons plus loin ; d'autres plus subtils et qui pourraient avoir raison, pensent que les Anglais se montreront conciliants pour satisfaire leur opinion publique qui désire un accord entre les deux blocs et qui le croit possible, mais qu'au fond on s'accorderait encore mieux à Londres d'un échec final dont on ne porterait pas la responsabilité, mais qui permettrait de poursuivre une politique d'équilibre continental dont les Anglais ont l'habitude et où ils ont toujours manœuvré avec profit.

Les atouts soviétiques.

Quoiqu'il en soit, il faut reconnaître que Moscou a choisi admirablement son heure et que les Soviétiques ont en mains un jeu magnifique pour troubler les relations entre alliés. Comme toujours leur objectif final est soigneusement caché. Nous serions bien surpris si les Russes venaient à Berlin avec l'intention d'aboutir à un règlement durable avec l'Occident. Molotof ne changera rien à sa politique. Il n'a d'autre but que de mettre les Alliés en posture difficile : les Français devant une crise politique et morale grave et les Etats-Unis dans un mauvais cas et cela avec l'aide apparente des Anglais ; ils ont la partie facile.

Ce que serait le plan soviétique.

La « Pravda » vient en effet d'insister sur la possibilité d'un armistice en Indochine. Moscou tient dans une large mesure la clef du problème ; l'appât pour la France est alléchant. Pour ce prix, la France n'aurait qu'à souscrire à un plan lui-même en apparence bien tentant : accepter une neutralisation de l'Allemagne réunifiée ; garantir la permanence de la frontière Oder-Neisse qui consacre la mutilation de l'Allemagne ; ne laisser à celle-ci qu'une police sans moyens militaires sérieux ; souscrire à une évacuation générale de l'Allemagne par les quatre occupants, et enfin demander aux Américains de renoncer à toutes leurs bases en territoire français, sur le continent et outre-mer. Selon ce programme Moscou offrirait même, en compensation des sacrifices financiers qui seraient ainsi imposés à la France, un élargissement considérable du commerce

entre celle-ci et le bloc sino-soviétique. On conviendrait par là-dessus d'une sorte de pacte d'assistance et de garanties mutuelles, le Locarno de Churchill qui assurerait l'Europe d'une paix perpétuelle.

Conséquences de ce plan.

Si ce plan était réellement conforme aux intentions Russes, il serait difficile aux Anglais qui y souscrivent semble-t-il par avance, de le repousser. L'opinion française dans sa majorité y verrait sans doute une base très acceptable de règlement surtout si la paix en Indochine venait s'y ajouter. A ce moment les Etats-Unis seraient au pied du mur. Comme ils ne peuvent guère se résigner, sans être obligés de reconsidérer tous leurs plans stratégiques et à des risques et frais considérables, à une évacuation complète du continent européen, ils seraient obligés soit de se retirer devant l'accord Franco-Anglo-Russe, soit de faire échouer la Conférence ce qui serait infiniment grave pour leur prestige moral. Quel déchaînement de propagande contre eux ! Quelle vague en Europe d'anti-américanisme ? Qui après cela pourrait soutenir la ratification ou même la reconsidération des accords de Bonn et de Paris ? S'il en est ainsi, on comprend les hésitations de Washington et les appréhensions de Bonn devant cette conférence de Berlin qu'ils ne peuvent éluder.

Et tout état de cause les Soviètes auront porté à l'Alliance atlantique un coup redoutable. Peut-être compte-t-ils sans abandonner quoi que ce soit, faire échouer la C.E.D. et pousser les Etats-Unis à se replier sur la stratégie périphérique.

La stratégie périphérique gagne du terrain.

Il est certain que cette politique de repli — qui n'est pas celle de l'Etat-Major américain — a été cependant déjà envisagée politiquement et militairement aux U.S.A. Bases en Espagne ; bases en Lybie après accord avec le Senoussi ; traités séparés en préparation avec les nations asiatiques : Irak, Iran, Pakistan et Afghanistan, ce programme est tracé au cas où la France détacherait de l'Alliance atlantique plus ou moins complètement.

De leur côté les Anglais — et c'est probablement le but secret de leurs pourparlers avec les Russes — poussent à cette politique périphérique qui leur permettrait de retirer du continent européen les trois divisions blindées qui y stationnent et qui constituent le plus clair de leur puissance militaire terrestre. Ils se retireraient alors beaucoup plus forts dans toutes les régions du globe où ils sont en difficulté et où la présence de forces armées de qualité pourrait restaurer leur autorité et leur prestige.

Cette politique de plus est conforme à l'instinct d'insularité des Anglais et à celui de l'isolatisme américain.

Les Anglais donc ont calculé qu'ils gagnent sur les deux tableaux : Si la conférence réussit le continent est abandonné à lui-même et le bloc anglo-saxon est définitivement soudé dans une stratégie commune et surtout les Anglais se débarrassent de la France et de tout engagement envers elle, ce dont ils ne cachent guère l'intention. Si la conférence échoue Churchill pourra montrer qu'il a fait l'impossible pour réussir et il se joindra aux Américains pour imposer la C.E.D. à la France, ou à défaut, il obtiendra que les Etats-Unis reviennent pour la défense commune à l'ancien « Partnershpip » en égalité complète avec eux. Les Anglo-saxons seraient enfin seuls seuls tiers importun dans leurs affaires.

Le président Eisenhower et Foster Dulles ne trouvent pas cette perspective très séduisante et ils feront le possible pour poursuivre la politique bi-partisane de ces dernières années. Mais réussiront-ils ? M. Bidault va se trouver là arbitre du sort commun. On sait le peu de confiance qu'il met dans les Soviètes. Il ne s'est pas embarrassé pour le leur faire dans la note très rude qu'il publia quand les Russes ont essayé de remettre en honneur la France et le pacte de 1944. Mais — et le drame est là — dans l'état des choses, chez nous, a-t-il les moyens de décider ?

Le neutralisme égyptien.

Le sort paraît jeté : Néguib passe au camp des neutres et l'U.R.S.S. s'empresse de lui promettre assistance pour qu'il puisse se passer des marchandises anglo-saxonnes. Les dictateurs se jouent l'un après l'autre des bonnes volontés des démocraties. Les Américains ont prodigué à Néguib leur appui moral, leurs bons conseils et leurs dollars, ce qui lui a permis de franchir le cap difficile de l'agitation révolutionnaire au pouvoir absolu. Aujourd'hui bien établi après la victoire obtenue au Soudan sur les Anglais, il s'installe comme Nehru entre les deux blocs. Cependant Churchill pressé par l'aile droite des Conservateurs qu'il avait sans doute sollicitée à pratiquement rompu les pourparlers sur Suez qui n'auraient d'ailleurs jamais abouti.

Les despotes qu'ils soient rouges ou roses ou blancs ont besoin pour s'imposer d'ennemis à combattre. On voit bien que Tito a garde de s'entendre avec l'Italie sur Trieste et Néguib avec l'Angleterre sur Suez, sous peine de n'avoir plus rien pour exalter leurs peuples. De même Malenkov et son présidium ont besoin de l'encerclement capitaliste qu'ils ont eux-mêmes provoqué. Jusqu'à Franco auquel il faut Gibraltar et peut-être le Maroc, au moins en paroles. Le fait est aussi constant que banal. Mais on doit l'avoir toujours à l'esprit pour ne pas entretenir trop d'illusions sur les conversations à quatre ou cinq.